

40 ANS

de santé

communautaire

Dossier de presse juin 2024



GroupesOS
Entreprendre au profit de tous

À PROPOS

Le Groupe SOS

Le Groupe SOS, fondé en 1984 pendant les « années sida », est un groupe associatif, acteur majeur de la cohésion sociale en France et dans le monde.

Le Groupe SOS intervient principalement dans les champs de la solidarité, de la jeunesse, de la santé et des seniors, en gérant des établissements destinés aux personnes marginalisées ; ainsi que des crèches, hôpitaux et Ehpad associatifs ouverts à toutes et tous. Plus grand groupe de l'économie sociale et solidaire (ESS) en Europe, le Groupe SOS est convaincu que ces activités ne doivent pas être motivées par le profit.

Conscient que les exclusions prennent diverses formes, le Groupe SOS agit également dans les champs de la transition écologique, des exclusions territoriales, des commerces durables et de la culture pour toutes et tous.

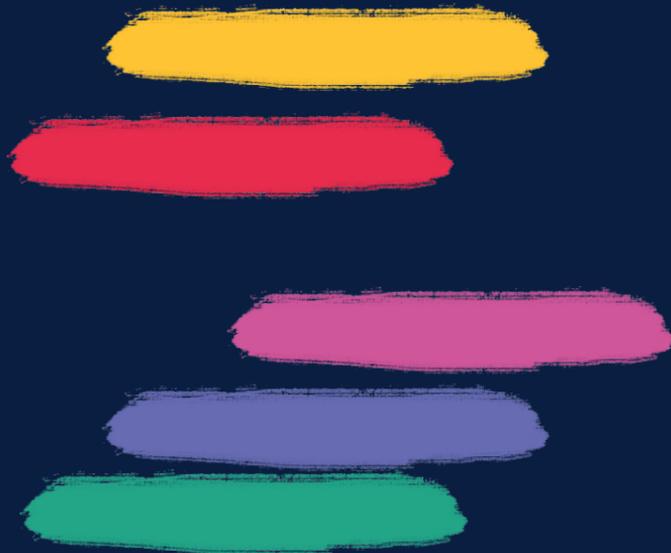
En abordant toutes les problématiques et en accompagnant tous les publics, même les plus complexes, le Groupe SOS se démarque par son courage, son audace et sa capacité à innover. Il n'existe pas, à ce stade, d'associations comparables en termes de taille, de portée et de diversité d'interventions.

Le Groupe SOS Solidarités

L'association Groupe SOS Solidarités est un acteur majeur du secteur social et médico-social en France. Sa mission : fournir des réponses concrètes et innovantes aux enjeux de solidarités, pour faire en sorte que personne ne soit au bout de son histoire.

Être solidaire, c'est développer des actions adaptées auprès de celles et ceux à qui la société n'accorde pas toujours une juste place : personnes concernées par des addictions, des violences, personnes migrantes et réfugiées, sans domicile fixe, travailleur.se.s du sexe, vivant avec le VIH, en situation de handicap... Le Groupe SOS Solidarités agit contre toutes les formes d'exclusions, et accompagne inconditionnellement les publics dans leur autonomie, selon le principe fondateur « une société pour tou.te.s, une place pour chacun.e ».

Groupe SOS Solidarités est l'une des associations fondatrices du Groupe SOS.



SOMMAIRE

p.4

EDITO

p.5-7

NOS ACTUALITÉS

p.8-9

LA SANTÉ SEXUELLE COMMUNAUTAIRE

p.10-11

ACCOMPAGNER LES RÉFUGIÉ·ES ET LES DEMANDEUR·EUSES D'ASILES

p.12-13

PLAIDOYER LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

EDITO

Les violences et les discriminations envers les personnes LGBTQI+ sont partout : école, travail, espace public, cellule familiale, système de santé... les chiffres des agressions ne baissent pas, bien au contraire. Si quelques combats ont été gagnés ces dernières années, pour de très nombreuses personnes, vivre pleinement son identité de genre ou son orientation sexuelle, expose à des risques de violence, de rejet, de discrimination ou de harcèlement. L'actualité récente en est la preuve : l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA) a alerté récemment sur une augmentation de la violence envers les minorités sexuelles et de genre entre 2019 et 2024 en Europe et particulièrement en France, une hausse déjà pointée du doigt par un rapport de la Fondation Jean Jaurès publié en 2023 ou encore dans le dernier rapport de SOS Homophobie.

De nombreuses associations au sein du Groupe SOS accompagnent ces publics et leur constat est aussi sans appel : les luttes contre les LGBTphobies et pour l'égalité des droits sont loin d'être terminées.

C'est pourquoi le Groupe SOS se mobilise auprès de celles et ceux qui cumulent souvent vulnérabilité et stigmatisation : personnes membres des communautés LGBTQI+, travailleur·euse·s du sexe, personnes en situation de prostitution, en situation d'exil, etc. Le Groupe SOS est un acteur historique de la lutte contre le VIH/sida, les hépatites et les discriminations, et joue encore un rôle clé dans la promotion de la santé des personnes LGBTQI+. En 2024, les conditions de santé des personnes LGBTQI+ demeurent structurellement plus défavorables que celles des personnes hétérosexuelles, avec des effets délétères sur leur santé sexuelle et leur santé mentale. Par ailleurs, les réponses aux enjeux de santé plus spécifiques sont toujours insuffisantes pour faire face aux difficultés d'accès aux soins gynécologiques pour les femmes lesbiennes et les hommes trans, pour accompagner les parcours de transition pour les personnes trans qui, par ailleurs subissent de fortes discriminations dans l'accès aux soins en général, ou encore pour couvrir les besoins en santé mentale pour les personnes migrantes LGBTQI+ dont les parcours de migrations sont marqués par des violences et traumatismes.

Notre spécificité ? Lutter contre les inégalités sociales de santé en mobilisant les compétences et savoirs expérientiels des communautés dans le but de répondre à leurs besoins et enjeux de santé spécifiques.

Avec l'arrivée récente au sein du Groupe SOS du magazine Têtu, nous sommes fier·es d'affirmer notre engagement et notre soutien auprès des personnes et communautés LGBTQI+ dans tous nos secteurs d'activités, que cela soit dans la santé, l'hébergement, l'accompagnement social, ou encore la sensibilisation dans le milieu sportif et dans les médias.

Gaëlle Tellier, Vice-présidente exécutive en charge des Solidarités et du Social



NOS ACTUS

À VENIR

La Marche des Fiertés

Le Groupe SOS sera présent à la Marche des fiertés de Paris le 29 juin prochain, avec un char qui valorisera 40 années de santé communautaire. A cette occasion, associations et établissements engagés dans la santé communautaire, l'accueil et l'accompagnement des publics LGBTQI+ seront mis en avant : le Checkpoint Paris, Arcat, le Punto Latino, le Journal du Sida et Groupe SOS Solidarités. Une belle opportunité de rencontrer les équipes et de célébrer cette journée de fiertés.



40 ANS de santé communautaire

Prendre soin de nos communautés
PRENDRE SOIN
GroupesOS

Prendre soin de nos communautés
PRENDRE SOIN
GroupesOS

Prendre soin de nos communautés
PRENDRE SOIN
GroupesOS



NOS ACTUS

DERNIÈRES ACTUS

FONDATION POUR LE

SPORT INCLUSIF

SOUS L'ÉGIDE DE LA FONDATION FACE

Le Groupe SOS a lancé en octobre 2023 la Fondation pour le sport inclusif, initiative majeure destinée à combattre les discriminations dans le domaine du sport, et abritée par la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE). Reconnue d'utilité publique, cette initiative est partie d'un constat : En dépit de moyens et efforts conséquents déployés par les Fédérations, les Ligues et les clubs, les exclusions et discriminations subsistent dans le monde sportif.

Pourtant, le sport constitue un formidable outil pour éduquer, promouvoir le vivre ensemble et favoriser la mixité sociale. En cette année olympique où le sport est la Grande Cause Nationale, le Groupe SOS considère qu'il est temps de faire du sport un pilier du Vivre Ensemble en adoptant une approche ambitieuse. Deux objectifs principaux : promouvoir les valeurs du sport en tant qu'outil d'inclusion sociale et professionnelle, et combattre toutes formes de discriminations dans le milieu sportif.

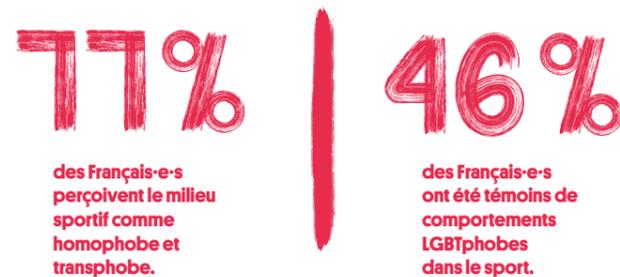
Une tournée du sport inclusif a été organisée dans plusieurs villes de France en partenariat avec des clubs sportifs et des associations comme Le Refuge, pour renforcer la visibilité de l'activité physique et sportive en tant qu'outil majeur de lutte contre les discriminations.



Nos autres actions

Ovale Citoyen

Le sport inclusif, un véritable outil au service des personnes vulnérables et des territoires : c'est la conviction de l'association Ovale Citoyen, qui a rejoint le Groupe SOS. Née dans le Sud-Ouest en 2018, Ovale Citoyen est une porte d'entrée pour l'activité sportive, l'accès aux soins, l'éducation et l'insertion professionnelle des populations exclues, notamment les personnes LGBTI+. Des permanences juridiques et une aide administrative sont également proposées pour répondre au mieux aux problématiques des personnes accueillies.



TÊTU

Le Groupe SOS et la Fondation Le Refuge ont annoncé la reprise conjointe du média emblématique Têtu. Cette union consacre la sanctuarisation d'un média essentiel pour la promotion des droits et la représentation des personnes LGBT+.

En ces temps marqués par le repli sur soi, la peur d'autrui et la hausse des discriminations, le Groupe SOS et la Fondation Le Refuge ont pris leurs responsabilités afin de préserver cette marque et ce média essentiel. Aux côtés de Têtu, ils réaffirment leur détermination à œuvrer ensemble pour un monde où chacun et chacune, quelle que soit son orientation sexuelle ou son identité de genre, puisse vivre librement et sans discrimination.

Après la mise en redressement judiciaire du groupe I/O Media, une proposition conjointe pour la reprise du média Têtu avait été déposée de concert par le Groupe SOS (majoritairement), et par la Fondation Le Refuge : deux organisations à but non lucratif, engagées de longue date dans la lutte contre les discriminations envers les personnes LGBT+. Le tribunal de commerce de Paris s'est exprimé ce jour en faveur de cette proposition conjointe.

Depuis sa création en 1995, Têtu s'est imposé comme un acteur incontournable de la presse française, défendant avec conviction les droits et la dignité des personnes LGBT+. Le pilotage de Têtu sera assuré par une société à mission, qui préservera l'identité et l'indépendance éditoriale du magazine, tout en poursuivant la diversification des activités de Têtu.

Le financement du magazine sera assuré par les activités de diversification de la marque Têtu, telles que les partenariats, les événements et les formations, qui ont démontré leur succès au cours des dernières années. Informer, incarner, divertir : l'impact de Têtu se matérialisera au-delà de la communauté LGBT+ pour promouvoir la créativité et engager les entreprises dans cette mission.

La reprise de Têtu par le Groupe SOS et la Fondation Le Refuge symbolise un engagement renforcé en faveur de la cause LGBT+, et témoigne d'une volonté de pérenniser, développer et renforcer les voix et les luttes de la communauté LGBT+.



Nos autres actions

Lutter contre les violences en ligne

L'association du Groupe SOS Respect-EMI éducation aux médias mène un projet de sensibilisation aux LGBTphobies en ligne, conçu avec le média Têtu. Objectif : former des enseignants sur ces sujets pour qu'ils sensibilisent à leur tour les étudiants. Un module didactique permettant de décrypter les discours de haine envers la communauté LGBTQI+, tout en s'appropriant les outils pour les combattre et s'en protéger.

Nos autres actions

Journal du Sida

Publication historique de lutte contre le VIH, le Journal du sida informe depuis 1988 sur la compréhension du virus, les traitements, la vie avec le VIH, les discriminations, l'accès aux soins et l'inclusion de personnes particulièrement exposées au VIH. Comme un journal de bord d'une lutte française, journaldu-sida.org est conçu dans une optique de dialogue entre passé et présent et met à disposition ses archives en format pdf, et plus de mille articles extraits de des 227 numéros papier peuvent être retrouvés et consultés gratuitement. De nouveaux articles viennent s'ajouter chaque mois afin de sensibiliser et informer le plus grand nombre sur les problématiques abordées au fil des années dans le journal.



LA SANTÉ SEXUELLE COMMUNAUTAIRE

Qu'est ce que la santé communautaire ?

L'approche communautaire consiste à proposer des offres et un accompagnement spécifique aux personnes accueillies, en tenant compte de leurs besoins en santé en lien avec leur parcours et conditions de vie, et en raison des discriminations qu'elles subissent. L'alliance de l'approche universelle et de l'approche communautaire permet de soutenir un accès effectif aux ressources en santé des personnes qui sont le plus éloignées du système de santé.

Les centres de santé sexuelle du Groupe SOS

Les personnes LGBTI+ (Lesbienne, Gay, Bisexuel, Transgenre, Intersexe, ..) exposées à des risques spécifiques en santé, font également l'objet de discriminations et ont trop peu accès à des offres de santé adaptées à leurs besoins. Nos recommandations : développer la formation des médecins et professionnel-le-s de santé par des patient-e-s experts, et créer des centres de santé sexuelle communautaires à destination des personnes LGBTI+ adaptés aux enjeux du territoire. Ces centres peuvent à la fois fournir une offre de soin adaptée et servir de lieu ressource pour les médecins de ville afin d'intégrer une offre de santé sexuelle inclusive à leur offre de santé globale.

Checkpoint Paris

Le Checkpoint Paris propose une offre de santé sexuelle complète dédiée aux communautés LGBTI+ et aux travailleurs et travailleuses du sexe, incluant un dépistage express du VIH, des hépatites virales et des IST, ainsi que les traitements sur place en cas de résultat positif, la vaccination contre les hépatites A et B ainsi que les papillomavirus humains, des consultations d'initiation et de suivi de la PrEP, la délivrance du traitement post exposition au VIH, et des consultations spécialisées en addictologie, psychiatrie, gynécologie, sexologie et hormonothérapie. Le Checkpoint-Paris mène également des actions de prévention, de Réduction des risques et de promotion de la santé en "Aller-vers" dans des espaces communautaires LGBTI+, mais également en milieu scolaire ou dans des lieux de vie accueillant des publics cumulant des facteurs de vulnérabilité comme les Foyers de jeunes travailleurs, les Centres d'accueil pour demandeurs d'asile ou les Hébergements d'urgence pour demandeurs d'asile.

Punto Latino

Le Punto Latino, accueille des personnes majeures originaires d'Amérique latine, exerçant le travail du sexe ou membres des communautés LGBTI+. L'équipe du Punto Latino est composée de juristes et de médiateur-ric-e-s en santé hispanophones et lusophones membres des communautés accueillies. Cet espace de santé communautaire propose un accompagnement individuel pour soutenir l'accès au système de santé et aux droits. Ils mobilisent également les savoirs expérimentiels de chacun-e-s au bénéfice de tou-te-s.



« Quand on arrive dans une structure comme le Punto Latino et qu'on retrouve une personne trans qui y travaille, avec des responsabilités, ça rassure beaucoup. Ici c'est un lieu d'accompagnement et d'accueil pour les personnes trans, travailleurs et travailleuses du sexe ou pas, qui sont surtout dans la précarité, et qui font face à des discriminations au quotidien ».

Ravane, médiatrice en santé au Punto Latino



ACCOMPAGNER LES RÉFUGIÉ·ES ET LES DEMANDEUR·EUSES D'ASILE

En 2024, les relations homosexuelles sont toujours illégales dans plus de 60 pays. Depuis mai 2023, date à laquelle l'Ouganda a promulgué l'une des lois contre l'homosexualité les plus répressives au monde, faisant de l'« homosexualité aggravée » un crime capital, être homosexuel est passible de la peine de mort dans douze pays. Partout, les droits des personnes LGBTI+ perdent du terrain, laissant la place à des lois répressives, à des violences encouragées par les pouvoirs en place, et un véritable retour sur les droits acquis.

Ces violences et persécutions poussent de nombreuses personnes à fuir leurs pays. Au sein des 84 millions de personnes déplacées dans le monde (chiffre OHCHR), les personnes LGBTI+ sont parmi les plus vulnérables et les plus marginalisées. Mais dans leur pays d'asile, ces personnes peuvent aussi être confrontées à la stigmatisation et aux abus.

Le Groupe SOS, dans son plaidoyer pour les personnes en situation d'exil, formule la nécessité de renforcer l'accompagnement spécifique des personnes exposées aux violences sexuelles, à la traite et au danger en raison de leur genre ou de leur orientation sexuelle.

FOCUS Le Projet Asile LGBTI+

Est-ce que tu peux nous expliquer ce qu'est le projet Asile LGBTI+ ?

C'est un projet porté par les associations Groupe SOS Solidarités et Checkpoint Paris. Dans le cadre de la création de places d'hébergement CADA/HUDA (Centre d'Accueil et Hébergement d'Urgence pour Demandeuses d'Asile) dédiées aux personnes LGBTI+ en situation de rupture familiale, de précarité et d'exil, nous avons proposé à la Direction Générale des Etrangers en France d'articuler l'accueil et l'accompagnement social proposé par ses équipes avec une offre de santé communautaire, mobilisant l'équipe du centre de santé sexuelle d'approche communautaire Checkpoint-Paris. Ce projet a pour objectif d'accompagner vers le système de santé et d'améliorer la santé sexuelle des demandeur·euses d'Asile LGBTI+.

Pourquoi ces publics ont besoin d'un accompagnement spécifique ?

Les personnes LGBTI+ réfugiées ou en demande d'asile se trouvent à l'intersection de multiples vulnérabilités et discriminations en santé, notamment en termes de violences, de santé mentale et de risques face aux IST. Il faut donc aller à la rencontre du public mais surtout créer des espaces de paroles nécessaires pour permettre aux personnes de s'exprimer librement sur leur orientation sexuelle et identité de genre. Le projet repose donc sur une offre de dépistage en aller-vers (ou hors-les-murs) avec une infirmière et un médecin du Checkpoint Paris formé sur les enjeux de santé globale des personnes LGBTI+, de la médiation en santé pour accompagner les personnes dans leur parcours de santé en dehors des CADA/HUDA mais également une offre culturelle permettant aux personnes accueillies de se retrouver et d'aller à la rencontre d'œuvres et d'artistes engagés dans les mouvements LGBTI+.

Ya-t'il un volet formation des travailleurs et travailleuses sociales ?

Le travail en lien avec les équipes des structures d'hébergement (CADA/HUDA) est fondamental dans l'accompagnement global des personnes, c'est pourquoi le projet intègre également un axe formation destiné aux travailleurs sociaux de ces établissements afin de garantir le respect des orientations sexuelles et identités de genre. Une mise en lien avec l'association ARDHIS, spécialisée dans l'accompagnement juridique des personnes LGBTI+ est également proposée pour accompagner les récits d'Asile des personnes LGBTI+ menacés dans leur pays d'origine du fait de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre.

Comment ça se passe pour ce public, une fois arrivé sur le territoire français ?

Il est primordial de rappeler que l'accueil en France et les procédures administratives de demande d'asile peuvent générer de nouvelles violences pour les personnes LGBTI+ ayant fui leur pays.

Pour l'instruction de ces dossiers, les instances de l'asile (OFPRA et Cour nationale du droit d'asile en cas de recours) doivent établir la véracité de la situation invoquée par la personne. En d'autres termes, pour ces instances comme pour les demandeurs d'asile, il faut prouver leur orientation sexuelle, ce qui relève de l'intime.

En quoi est-ce compliqué de prouver l'intime ?

Il s'agit avant tout de déterminer « la véracité de l'homosexualité ou de la transidentité des requérants », qui « devient ainsi une question centrale ». Or les personnes peuvent rencontrer des difficultés à exprimer leur homosexualité ou leur identité de genre et voir ainsi leur récit être jugé incohérent. Les preuves écrites émanant d'institutions officielles, par exemple des condamnations pénales, sont rares et peu exploitées quand elles existent car le débat sur leur authenticité occupe alors une place trop importante dans l'instruction au détriment d'une étude plus large des persécutions subies. Une déclaration tardive de l'homosexualité dans la demande d'asile est également susceptible d'entacher sa crédibilité, bien que la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ait indiqué dans une décision du 2 décembre 2014 que le seul fait que le demandeur d'asile n'ait pas d'emblée déclaré son homosexualité ne peut pas entraîner la conclusion que sa requête n'est pas crédible.

Or quand on a vécu des années d'oppressions, de violences ou de menace, que l'on a été rejeté par sa famille ou sa communauté, le fait de migrer dans un pays où l'homosexualité ou les transidentités ne sont pas réprimées n'est pas suffisant pour avoir la capacité de parler librement et sans crainte de son orientation sexuelle ou identité de genre. Et toutes les étapes du traitement de la demande d'asile peuvent générer de nouvelles formes de violences.



UN PLAIDOYER POUR LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

Lutter contre les inégalités d'accès aux soins et aux droits des populations les plus exposées au risque de contamination s'avère indispensable. Dans son plaidoyer « Lutte contre le VIH/sida », le Groupe SOS porte des propositions concrètes pour tendre vers le progrès social en matière de lutte contre le VIH/sida :

1.

Créer des centres de santé communautaires proposant une offre de santé globale à destination des personnes LGBTIQ+, tout en étant un lieu-ressource pour la formation des médecins de ville à la santé sexuelle pour tous et toutes. Nous partons de deux constats : d'une part les personnes LGBTIQ+ rencontrent des obstacles dans leur accès au soin dans le système de droit commun ; d'autre part, la population générale exprime le besoin d'intégrer davantage la santé sexuelle à leurs consultations en médecine générale. Un tel centre permettrait donc de concilier les besoins de la population LGBTIQ+ d'accéder à des soins et à une prévention qui leur soient adaptés, avec l'intérêt considérable en termes de santé publique résultant de l'intégration de la santé sexuelle à la médecine générale.

2.

Développer des programmes de prévention à destination des populations migrantes reposant sur les principes de la santé communautaire, adaptés et pragmatiques. Près de la moitié des personnes migrantes subsahariennes vivant avec le VIH en France l'ont contracté après leur migration, en raison de la précarité de leurs conditions de vie sur place. Développer ces programmes permettrait d'une part de proposer un accompagnement global correspondant à ce constat, tout en s'assurant qu'ils répondent effectivement aux besoins de ces populations grâce à une approche communautaire au plus près de leur réalité quotidienne.

3.

Réviser la loi prostitution de 2016 en construisant avec les premier.ère.s concerné.e.s les réponses aux enjeux de santé, de sécurité, d'insertion et d'accompagnement des personnes en situation de prostitution / travailleur.se.s du sexe et aux enjeux de mise à l'abri et protection des victimes du proxénétisme et de la traite des êtres humains. La loi de pénalisation des clients de 2016, qui vise à protéger les personnes en situation de prostitution et les travailleur.euse.s du sexe, se révèle contre-productive dans son volet répressif qui a eu pour effet d'augmenter la précarité et l'exposition aux risques en santé (dont VIH) ; et peu efficace dans son volet social visant la sortie de la prostitution des personnes concernées. Ces failles sont celles d'une loi davantage élaborée à partir d'une vision idéologique que des besoins exprimés par les premier.ère.s concerné.e.s. Nous préconisons d'organiser sa révision en associant les personnes en situation de prostitution et les travailleur.euse.s du sexe au centre du débat public.



CONTACT PRESSE

Fiona Guitard

Responsable communication externe
Direction de la communication et des plaidoyers
Fiona.guitard@groupe-sos.org